n°372
15 DH - 3 euros
DU 22 AU 28 NOVEMBRE 2008

Bourse
Le directoire débarqué

le journal

HEBDOMADAIRE www.lejournal-press.com

Le cercle rapproché du monarque subit ses foudres. Simples sautes d'humeur anecdotiques ? Mode de gouvernance où la peur cristallise l'autorité ? Récits et analyse.

Les colères du roi

DÉPÔT LÉGAL 2001/0012 - ISNN 1114-3576 DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : ISSAM BARGACH
1114 3576

Les colères du Roi

Par Taïeb Chadi
& Hicham Houdaïfa

SOUVENT, LE CERCLE RAPPROCHÉ DU MONARQUE SUBIT SES FOUDRES. SIMPLES SAUTES D'HUMEUR ANECDOTIQUES OU BIEN MODE DE GOUVERNANCE, OÙ LA PEUR CRISTALLISE L'AUTORITÉ ? RÉCITS ET ANALYSE.

Les accès de colère de Mohammed VI sont devenus légendaires. Les préposés à l'exécution de la volonté royale concentrent toutes sortes de reproches et toutes formes de remontrances. Mais incontestablement, c'est son premier cercle de collaborateurs, composé des Majidi, El Himma, Lemrini, Moatassim, etc., qui a le douteux honneur de subir les foudres du monarque. La violence verbale et physique qu'exercerait Mohammed VI sur son entourage, immédiat ou lointain, fait l'objet de nombreuses et récurrentes rumeurs. Les dégâts de l'ire royale animent les conversations des salons de Rabat et Casablanca. Le détenteur d'un nouveau «scoop» à ce sujet se fait un malin plaisir de raconter et décrire dans le détail les péripéties de la correction subie par tel conseiller ou de la réprimande essuyée par tel ministre. Du coup, ce qui n'était à l'origine que oui-dire ou information difficile, voire impossible à vérifier et à recouper, prend la forme de récits auxquels on finit par croire.

→ La géométrie variable des différentes versions des colères royales renseigne aussi bien sur la représentation du pouvoir du monarque que sur la façon dont sa colère marque l'imaginaire collectif. Le peuple est friand de ces anecdotes où les victimes des sautes d'humeur du souverain sont de hauts dignitaires du régime. Il ne demande qu'à croire que Mohamed Mounir Majidi a été maintes fois rossé, Fouad Ali El Himma copieusement corrigé, Abdelaziz Meziane Belfkih ridiculisé, Mohamed Moatassim sévèrement interpellé, le général Abdelaziz Bennani durement tancé, le général Hamidou Laânigri bien savonné, ou Mohamed Rochdi Chraïbi sermonné comme il faut puis mis au placard.

La rançon de la proximité

LA COLÈRE qui frappe les personnalités du premier cercle du pouvoir, semble donc être le prix à payer pour la proximité avec le roi, et à ce titre constitue un aspect fondamental de son autorité. Elle conforte en effet la notion de *hiba*, cette aura entourant le monarque et inspirant à son entourage à la fois crainte révérencieuse et adoration. Jusque dans les détails les plus anodins du protocole, tout est fait pour imposer, préserver et entretenir la sacralité de sa personne : le roi, tel un être surhumain, doit être craint et admiré. Les humiliations et la sévérité qui entretiennent l'effroi ont pour objectif d'*«inoculer la hiba dans les esprits»*, explique l'historien Mohammed Ennaji dans son ouvrage *Le Sujet et le mamelouk*.

Ainsi, l'entourage proche se trouve pris dans une relation de servitude où il est à la merci du maître. Les hommes du pré carré royal ne sont pas là pour collaborer avec lui ou le conseiller, mais pour le servir, pour assouvir ses besoins et combler ses désirs. Pour supporter, au besoin, ses sautes d'humeur. *«Leur statut vil, qu'ils mettent en avant à tout propos, est le meilleur moyen de grandir leur maître. Ce sont eux qui font d'un être fragile un dieu inaccessible au commun»*, remarque Ennaji. Gardiens du temple à leur corps défendant, ces proches instrumentalisent leur servilité. En toute connaissance de cause, ils acceptent d'être grondés et punis, de tomber en disgrâce du jour au lendemain, avant que leur servilité ne leur assure un retour en grâce. *«Plus qu'imprévisible, l'ire royale est injustifiée et nourrit son mystère de cet inexpliqué. Elle éclate quand l'on s'y attend le moins, comme le pardon qui peut lui succéder, sans définitivement l'apaiser»*, écrit Ennaji, avant d'avertir : *«Le courtisan qui se laisse égarer par sa familiarité avec le roi court un grand péril»*.

Servilité et arbitraire

LA SERVILITÉ ET L'ARBITRAIRE qui président à l'usage royal de la réprimande sont sans aucun doute la marque d'un système archaïque de pouvoir. Tous les discours sur la démocratie et la modernité qui nous sont rabâchés peuvent être mis en doute quand on relève l'omniprésence de ces formes moyenâgeuses d'exercice du pouvoir. En effet, qui dit servilité dit lien personnel entre serviteur et maître, à l'opposé d'une collaboration contractuelle issue de la reconnaissance d'une compétence donnée pour occuper une fonction précise. D'autre part, qui dit arbitraire dit instabilité et soumission au bon vouloir, à l'opposé d'une planification rationnelle de la tâche à accomplir. Deux dimensions fondamentalement opposées à une gouvernance équilibrée et démocratique.

Une fois la colère du roi passée, les choses reprennent leur ordre immuable...

Par ailleurs, les colères du roi pourraient avoir de lourdes conséquences. Dans la gestion du dossier de l'îlot Leïla, le journaliste espagnol Ignacio Cembrero apporte des éléments significatifs sur les motifs qui ont poussé le roi à envoyer des éléments de l'armée envahir le petit rocher. Il s'agirait d'une *«réaction excessive à des manœuvres navales espagnoles menées au tout début du mois de juillet 2002 dans la baie d'Al Hoceïma, à moins de 600 mètres de la plage de cette ville. Réunis à Cabo Negro, le roi et son cercle le plus intime auraient alors voulu punir les Espagnols pour leur insolente démonstration de force»*, peut-on lire dans le livre, *Des voisins si lointains*. Pire encore, on apprend que l'ancien ministre des Affaires étrangères, Mohamed Benaïssa, a tenu ces propos inquiétants à son homologue espagnol Josep Piqué qui venait d'avoir un entretien tendu avec le monarque : *«Il faut que tu comprennes qu'il doit sortir tout ce qu'il a à l'intérieur»*. Et dire que les deux pays étaient à deux doigts d'entrer en guerre pour cela... Les colères royales n'ont jamais rien réglé. Leur unique utilité tient à ce qu'elles entretiennent l'image du bon calife et du mauvais vizir : le roi est bon. Le problème, c'est son entourage. Une représentation répandue dans une large partie de la population marocaine. Mais, érigés en mode de gouvernance, les coups de sang n'ont jamais apporté la moindre solution aux problèmes du pays. Une fois la colère du roi passée, les choses reprennent leur ordre immuable... ■

Le Top 10 des colères de Mohammed VI

Collaborateurs appartenant au premier cercle, ministres ou hauts fonctionnaires, personne n'est à l'abri des colères de Mohammed VI. Les histoires des coups de sang du monarque sont si nombreuses qu'elles ne peuvent être toutes recensées. Ce best of reste toutefois assez représentatif.

Fouad Ali El Himma
Un procès qui sent le soufre...

ON LE SAIT : FOUAD ALI EL HIMMA est très proche du roi. Tellement proche qu'il a dû subir à plusieurs reprises les foudres du monarque. Et comme de bien entendu, l'homme encaisse toujours et ne se plaint jamais. La plus spectaculaire des colères du roi à l'encontre de son ami d'enfance est peut-être la moins connue. Nous sommes en juin 2005 et la scène se déroule au palais royal de Rabat. Mohammed VI vient d'être informé des poursuites judiciaires engagées contre Nadia Yassine pour «atteinte aux institutions du royaume», après qu'elle ait confié à un titre de presse son «penchant personnel» pour un régime républicain au Maroc. Le roi convoque Ali El Himma pour lui demander des explications. «*Alors, vous allez la mettre en prison ? Est-ce que vous mesurez les risques de ce que vous êtes en train de faire ? Pourquoi vous me faites ça ?*», aurait en substance lancé Mohammed VI à son ministre délégué à l'Intérieur. El Himma, incapable de convaincre le roi du bien-fondé du procès contre la fille du cheikh Yassine, aurait été châtié pour le moins violemment. La rumeur prétend qu'il aurait été même transféré dans un hôpital parisien pour panser ses blessures. Depuis, le procès de Nadia Yassine va de report en report. Et El Himma, de son côté, est aujourd'hui l'initiateur d'un ambitieux projet politique. Avec la bénédiction royale, bien sûr...

Mohamed Mounir Majidi
Le vol de tous les dangers

COMME SON RIVAL EL HIMMA, Mohamed Mounir Majidi aurait subi à plusieurs reprises l'ire de Mohammed VI. Il faut dire que ses bourdes ne se comptent plus. À tel point que le sort du secrétaire particulier du roi est devenu un sujet de conversation récurrent dans les salons de Rabat et de Casablanca. Ce fut surtout le cas après l'épisode de novembre 2005, peu de temps avant les festivités célébrant le Cinquantenaire de l'Indépendance du royaume. Selon un ancien collaborateur de Majidi au sein de Siger, la holding royale, ce dernier aurait reçu une correction en règle à bord du vol ramenant le souverain d'un voyage officiel. Majidi serait ainsi descendu de l'avion sur une civière, pour être directement transporté à l'hôpital militaire de Rabat. Il y serait resté alité pendant quelques jours, sous la garde de deux membres de la sécurité royale, qui interdisaient toute visite à la chambre du convalescent. Sur les raisons qui expliqueraient la «punition de Majidi», les versions divergent. Il n'empêche que ce dernier jouit toujours, contre vents et marées, de la confiance royale. En effet, malgré ses nombreuses maladresses et la multiplication de scandales dans lesquels son nom a été cité, Mohamed Mounir Majidi a toujours été conforté dans ses fonctions et continue d'être le faiseur de l'élite économique du pays.

Abdelhak Lemrini
Le protocole d'abord

LA PARTICIPATION DE MOHAMMED VI au sommet Euro-Maghrébin, dit «5+5», les 5 et 6 décembre 2003 en Tunisie, a été catastrophique. Le roi est arrivé en retard et n'a pas été parmi les convives du dîner d'ouverture. Deux jours plus tard, le monarque a de nouveau boudé le dîner qui a réuni toutes les délégations du sommet. Le faux-pas diplomatique fut finalement évité de justesse. Si les raisons des absences de Mohammed VI restent mystérieuses, on sait en revanche que c'est Abdelhak Lemrini, le directeur du protocole royal, que le roi tint pour responsable du cafouillage tunisien. Avec les conséquences que l'on imagine... Et ce n'est pas la seule fois que Lemrini a eu à affronter le mécontentement royal. L'année suivante, en 2004, Mohammed VI aurait été particulièrement vexé par le dossier consacré par l'hebdomadaire *Al Jarida Al Oukhra* aux goûts culinaires de la princesse Lalla Salma. Après avoir essuyé les remontrances du souverain,

Hassan II ou les foudres d'un "roi sympa"

TOUS CEUX QUI ONT connu Hassan II de très près parlent d'un homme intelligent, jovial, agréable, mais qui inspire toutefois «la peur». Le défunt roi a mis en place tout un protocole pour perpétuer et institutionnaliser sa *hiba*. Au-delà des dimensions de respect et de vénération que suppose cette notion, Hassan II a réussi à renforcer celle de crainte. Un vieil habitué des arcanes du makhzen se souvient: «*Il faisait tout pour semer la terreur, aussi bien parmi son personnel domestique qu'auprès des conseillers, des ministres et des hauts commis de l'Etat. Après la tentative de putsch de Skhirat et avant qu'il ne tombe malade, il ne ratait aucune occasion de montrer qu'il était le maître absolu*». Gare à ceux qui croisaient son chemin lorsqu'il était en colère ou simplement irrité. Son entourage immédiat vivait dans la peur. Il savait que Hassan II pouvait ordonner les châtiments les plus cruels. Mais s'il traitait ses victimes de tous les noms, il était rare qu'il lève la main sur elles. C'était le général Moulay Hafid Alaoui, membre de la famille royale et l'un des plus proches conseillers de Hassan II, qui était chargé d'exécuter les basses besognes et de corriger les souffre-douleur. «*Moulay Hafid était la bête noire de tous les commis de l'Etat. Lors des cérémonies officielles, il joignait le geste à la parole pour les terrifier et les humilier*, témoigne un ancien ministre du défunt roi. *Il ne se gênait absolument pas pour traiter certains d'entre nous de 'hmar' ou gifler un wali ou un gouverneur*».

AFP

La liste des victimes des colères de Hassan II est longue et non exhaustive. On y trouve des officiers supérieurs de l'armée, des ministres, des politiques, des hommes d'affaires, des sportifs et même des artistes. Furieux de la cinglante défaite, à Casablanca en décembre 1979, de l'équipe menée par El Hazzaz et Farass contre celle, algérienne, de Madjer et Belloumi, avec un score sans appel (1-5), «le premier sportif» fait appeler le sélectionneur national, Guy Cluseau, et lui interdit de convoquer, pour le match-retour à Alger, les joueurs ayant figuré sur la feuille de match. En juin 1981, après les émeutes de Casablanca, Hassan II fait un discours tristement mémorable. Il menace en direct à la télévision de régler leur compte à tous ceux qui nuisent à la stabilité de son royaume ou qui menacent son trône. Le monarque va même jusqu'à se moquer des habitants de Sidi Bernoussi qui, selon lui, ne connaissent même pas «*Mkhazni bou chachia*»!
Dans son livre *Les Trois Rois*, le journaliste français Ignace Dalle rapporte une anecdote significative, racontée par M'hammed Boucetta: «*Hassan II n'avait aucune pitié quand il se sentait humilié. Un jour, après Skhirat, il m'a dit: "Ces gens-là m'ont humilié, ils doivent payer, non pas d'un coup de revolver, c'est vite fait, mais lentement, comme un sucre dans l'eau glacée"*».
Machiavélique, démagogue et adepte de la langue de bois, Hassan II avait l'art de dire une chose et son contraire, et surtout celui de nier les évidences. Il n'avait pas hésité à démentir, à l'antenne d'une télévision française, l'existence du bagne de Tazmamart. À la sortie de *Notre ami le roi*, de Gilles Perrault, Hassan II, interviewé par Eric Laurent sur le succès de ce livre, répondait en ces termes pleins de provocation : «*Les Français m'aiment bien. Ils m'ont vu [sur la couverture] en smoking, je suis élégant. Ils ont acheté le livre pour cela. Pour eux, c'était l'histoire d'un roi sympa !*». Sympa avec ses courtisans. Quant aux autres...

le directeur du protocole a été "prié" de régler cette affaire au plus vite. Ce qu'il a fait en adressant à l'hebdomadaire arabophone un droit de réponse pour le moins agressif, provoquant ainsi la réaction tout aussi cinglante de la presse indépendante.

Mohamed Moatassim
La thérapie aquatique

L'ANCIEN HOMME LIGE DE DRISS BASRI a failli payer cher sa proximité avec le monarque. En juin 2006, le conseiller du roi aurait été sévèrement réprimandé pour un sujet qui demeure, jusqu'à maintenant, mystérieux. Aussi mystérieux que le mal qui a touché depuis, ce dignitaire du régime, ancien professeur de droit à l'université Hassan II de Casablanca. Certains de ses proches soutiennent que Moatassim aurait été repêché in extrémis dans sa piscine et admis en urgence dans un hôpital de la capitale, avant d'être transféré en France, suite à une complication de son état psychologique. Après une période critique, Moatassim a finalement repris des forces. Il aurait d'ailleurs, en guise de consolation, terminé sa période de convalescence dans une suite du luxueux hôtel Ritz, à Paris. Aujourd'hui, toujours membre clé du cabinet royal, il reste le « messager » préféré du roi.

Abdelfettah Frej
Blessé à mort

L'HISTOIRE DE L'ANCIEN DIRECTEUR du secrétariat particulier de Hassan II n'a pas manqué de secouer les arcanes de la Maison royale. Abdelfettah Frej, l'un des fondateurs au début des années 60 du fameux mais éphémère FDIC (Front démocratique des institutions constitutionnelles) et détenteur des secrets financiers de l'ancien monarque, n'a pas échappé aux imprévisibles sautes d'humeur de Mohammed VI. Durant l'été 2005, alors qu'il a été écarté depuis des années du poste d'argentier du roi, et remplacé par Mohamed Mounir Majidi, Abdelfettah Frej aurait été vertement tancé par le jeune monarque. «*En fait, cet énarque voulait expliquer à Mohammed VI qu'à l'époque de Hassan II, le secrétariat particulier avait l'habitude de gérer*

DR

certains dossiers sensibles autrement... Le roi, qui supporte mal de pareils propos, est subitement entré dans une colère noire et a passé un sacré savon au pauvre Frej», se souvient un ancien du cabinet royal. Supportant mal cette humiliation, le septuagénaire est parti s'installer en Allemagne, pays d'origine de sa femme. C'est là qu'il est décédé, le 12 décembre 2005, des suites d'une longue maladie, emportant avec lui tant de secrets.

Mohamed Elyazghi
Un ministre, ça s'écrase !

SI LA PLUPART DES COLÈRES ROYALES restent du domaine du confidentiel, celle essuyée en public par Mohamed Elyazghi est naturellement bien mieux connue. Nous sommes en juillet 2002, au lendemain de l'affaire de l'îlot de Leila. En plein Conseil des ministres, Elyazghi, alors ministre de l'Habitat, demande directement des explications au monarque sur cette affaire. Mal lui en a pris : Mohammed VI l'interrompt brutalement et l'invite à bien relire la Constitution, lui rappelant sèchement que tout ce qui touche à la protection de l'intégrité territoriale est de son ressort exclusif. En zélé gardien du temple, l'ancien ministre des Affaires islamiques, Abdelkbir Alaoui Mdaghri, saute sur l'occasion pour administrer une leçon de protocole et de bienséance à Elyazghi, en profitant pour régler ses comptes avec le numéro deux de l'USFP. Au terme du conseil, Alaoui →

Elyazghi a même exigé, et obtenu, de Youssoufi, Premier ministre à l'époque, qu'il présente formellement des excuses au roi. Aujourd'hui, contre vents et marées, Elyazghi se cramponne à son fauteuil de ministre, même sans portefeuille.

Abdelaziz Izzou
La drogue, plus forte que la torture

L'été 2006 a été marqué par le feuilleton Cherif Bin Louidane, le célèbre narcotrafiquant du Nord, mais aussi et surtout par la chute du patron de la sécurité des palais, Abdelaziz Izzou. La colère du roi s'est abattue sur Izzou quand les relations entre celui-ci et Bin Louidane ont été révélées au grand jour. Izzou a été immédiatement démis de ses fonctions pour se retrouver incarcéré à la prison de Oukacha, à Casablanca. On raconte qu'avant d'être congédié, il fut même corrigé par ses anciens subordonnés, une manière pour eux de passer à exécution l'ire royale. Pourtant, l'homme était sorti indemne d'un premier scandale. Cité en 2005 comme tortionnaire, dans le scandale du vol d'ustensiles au palais royal de Marrakech (où un commerçant avait été torturé à mort au commissariat de Jamaâ El Fna), Izzou n'avait jamais été inquiété. Anciennement préfet de police, il avait été nommé au poste de «gorille en chef» de Mohammed VI sur recommandation de Hamidou Laânigri, alors patron de la DGSN. La malédiction royale s'est aussi abattue sur le général qui, suite à cette affaire dit-on, s'est vu limogé de son poste à la tête de la police.

Khalid Fikri, Aziz Jaïdi
Gorilles dans la brume

octobre 2007. Après avoir surpris Khalid Fikri, le plus connu des bodyguards, en train de converser tranquillement au téléphone, au palais royal de Fès, le monarque décide de suspendre quelques membres de sa garde personnelle. Non sans leur avoir passé un savon. Khalid Fikri aurait été interné pendant quelques semaines à l'Académie de police de Kénitra. Quant au plus visible des gardes du corps royaux, Aziz Jaïdi, il a fait l'objet de plusieurs mises au pla-

Décapitations et têtes exposées

Moulay Ismaïl.

ROGER VIOLLET

*«**Alors apparut** sur la scène marocaine une des personnalités les plus fascinantes de son histoire, le Roi-Soleil d'un pays où le soleil brille d'un éclat particulier. On a souvent comparé Moulay Ismaïl à Louis XIV en raison de son goût du faste, de sa fureur de construire, de la longueur de son règne et des relations diplomatiques qu'il entretint avec la cour de Versailles. Mais serait-il plus juste de le comparer à Shah Jahan ou à Soliman le Magnifique, car la violence de son tempérament et ses réactions imprévisibles le rapprochaient davantage de ces grands conquérants que du fils de Louis XIII et d'Anne d'Autriche»*. C'est en ces termes que l'historien Jacques Benoist-Méchin décrit Moulay Ismaïl dans son *Histoire des Alaouites*. La violence du sultan alaouite était encore décuplée lors des multiples guerres qu'il a menées contre des tribus rebelles, notamment celles des Sanhaja, Dilaï et Aït Atta. Le monarque était particulièrement craint et on lui attribuait une «hiba», sorte d'aura magique : «*Etonnée de voir un seul homme paraître presque simultanément en tant d'endroits différents, la rumeur publique assura qu'il s'était rendu possesseur de l'anneau magique de Salomon*». Moulay Ismaïl était certes le roi alaouite à qui l'on attribue le plus de violence, mais il n'est certainement pas le seul. Dans son livre *Maîtres et disciples*, l'anthropologue Abdellah Hammoudi cite d'autres exemples de colères royales comme les décapitations et l'exposition des têtes des chefs de tribus vaincues. Une lettre de Sidi Mohamed Ben Abderrahman, après avoir relaté une victoire retentissante sur la puissante tribu des Rehamna, dans la région de Marrakech, dit : «*... et vous recevrez les têtes de leurs morts pour exposition à la porte de la ville, afin que cela serve d'exemple à ceux qui réfléchissent et de rappel à ceux qui ont de la mémoire*», apprend-t-on dans le livre de Hammoudi. D'autres comme Moulay El Hassan ou Moulay Hafid préféraient une autre méthode pour punir les rebelles : la fameuse promenade à dos de chameau. Ainsi fût puni le célèbre Bou Hmara : «*Après la sinistre promenade, l'homme en cage est mis sur une plate-forme construite spécialement à cet effet au centre du mechouar*». On l'exposa là pendant des jours aux regards de tous, et «*l'on organisa à ses dépens des fêtes et des réjouissances dans tout le pays*».

AFP

card pour «faute professionnelle». Le même sort aurait été réservé à une autre star de la sécurité royale, Mohamed Mehrad. Cet ancien collaborateur de Mohamed Mediouri est en effet tombé à plusieurs reprises en disgrâce. Mais tous deux ont toujours fini par réintégrer les rangs de la sécurité royale, une fois passée la colère du monarque...

Ahmed Chouihate
Bye bye, M. le gouverneur

JANVIER 2007, la province de Khénifra fait l'actualité : une dizaine d'enfants trouvent la mort, enclavés dans leur petit village d'Anfgou, dans le Haut Atlas. Nommé depuis juin 2005 au poste de gouverneur de Khénifra, Ahmed Chouihate s'était déjà attiré les foudres de la société civile locale. La population croyait que leur gouverneur était le neveu de Meziane Belfkih, l'un des *«faiseurs de walis»*. En fait, les deux hommes sont seulement originaires de la même tribu de Taourirt, et Chouihate aurait été désigné à ce poste sur recommandation du conseiller du roi. Lors de sa visite à Khénifra, le 14 mars 2008, le roi décide de limoger le gouverneur pour *«manquement à ses devoirs»*. Cette éviction a même été décidée tard dans la nuit, ce qui traduit le degré de mécontentement du monarque. Lequel a pris l'initiative de se rendre dès le lendemain dans la localité de Tounfite. *«Zoulikha Nasri a été la première sur place et a bien constaté que rien n'a été fait pour recevoir convenablement le roi. S'il n'a même pas pu mettre les formes pour la visite royale, comment avoir confiance en lui pour développer cette région, l'une des plus pauvres du royaume ?»*, témoigne un militant associatif de Khénifra. À la place du gouverneur déchu, Mohammed VI a nommé Hajir Ou Aligou, un homme de la région. Mais, hormis des travaux sur la route reliant Tounfite à Anfgou, qui est toujours loin d'être opérationnelle, aucun véritable projet de développement n'a encore été entamé.

Aïn Chock
L'envers du décor

SAMEDI 2 AVRIL 2005. Il est 13 heures lorsque Mohammed VI s'apprête à achever sa visite de l'orphelinat de Aïn Chock. Abderrahim Harouchi, alors ministre du Développement social, accompagne le roi dans une aile du bâtiment qui n'était pas du tout prévue dans le programme de la visite. Le ministre lui aurait parlé *«d'un épineux problème que seule Sa Majesté pourrait résoudre»*. Là, le monarque découvre des locaux insalubres, dont les occupants vivent dans des conditions inhumaines... Rien à voir avec les installations bien entretenues qu'il a vu quelques instants plus tôt. Choqué et très en colère, il ordonne la mise en examen des responsables de l'orphelinat et l'ouverture d'une information judiciaire à leur encontre. Quelques jours plus tard seulement, une dizaine de personnes sont poursuivies pour *«détournement de fonds publics, malversations, malveillance et mauvais traitements à l'encontre des enfants»*. Mieux encore, quelques semaines plus tard, le roi donne un discours exceptionnel pour lancer l'Initiative nationale de développement humain (INDH), devenue slogan de la politique sociale de la monarchie. Seulement, trois ans après cette colère du roi, le problème de la *khayriya* casablancaise reste entier. Et aucune solution n'a été trouvée pour les résidents adultes de l'orphelinat... ■